

THE ORISATION ET CONCEPTUALISATION DE L'EUROSCEPTICISME

Bouré DIOUF

Département d'études anglophones

Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, Sénégal

bourembissine@gmail.com

Résumé

Cet article est une contribution aux multiples conceptualisations des différentes attitudes par rapport à l'UE. C'est un article interdisciplinaire qui transcende la science politique et les sciences sociales. L'Union européenne a essuyé beaucoup d'attaques idéologiques. Leurs études conceptuelles de l'euroscepticisme n'avaient pas envisagé un futur Brexit en arrière-plan. Ces conceptualisations ont réussi à caricaturer les oppositions des pays membres ou bien candidats à l'UE. Cet article est une étude rétrospective du concept d'euroscepticisme des chercheurs sur les études européennes. Selon ces auteurs, l'euroscepticisme est un concept qui sert à différencier les pays qui sont opposés et ceux qui sont en phase du projet d'intégration européenne. Trouvant ces études antérieures peu convaincantes, nous nous proposons de faire une étude alternative à ces dernières à ces résistances à l'Europe continentale. Dans notre analyse, l'euroscepticisme est conçu comme une idéologie. Nous nous sommes appuyés sur les discours des partis politiques pour ressortir ces imprécisions conceptuelles de l'euroscepticisme de nos prédécesseurs. Nous sommes partis de l'hypothèse selon laquelle, l'euroscepticisme est une opposition à l'idée d'une union politique de l'Europe occidentale qui est constitué de 27 pays alors le nombre de pays est de 51. Cette attitude oppositionnelle apparaît sous forme de plusieurs facettes. C'est ce que nous avons essayé de conceptualiser dans cet article.

Mots clés : *Union Européenne, Euroscepticisme, UE-Partisan, UE-Scepticisme, Anti-UE*

Abstract

This article deals with the numerous conceptual meanings of different attitudes towards the EU. It's an interdisciplinary article which transcends political science and social sciences. The European Union has come under a lot of ideological attacks. Their conceptual studies of Euroscepticism had not envisaged a future Brexit in the background. These conceptualizations have succeeded in caricaturing oppositions of EU member or candidate countries. This article is a retrospective study of the concept of Euroscepticism by European studies researchers. According to these authors, Euroscepticism is a concept used to differentiate between countries that are opposed to and those that are in favor of the European integration project. Finding these earlier studies unconvincing, our analysis proposes an alternative study of this resistance to continental Europe. In our analysis, Euroscepticism is conceived as an ideology. We have drawn on the discourse of political parties to highlight the conceptual inaccuracies of the Euroscepticism of our predecessors. We started from the assumption that Euroscepticism is an opposition to the idea of a political union of Western Europe. This oppositional attitude is multi-faceted. This is what we have tried to conceptualize in this article.

Keywords : *European Union, Euroscepticism, EU-Partisan, EU-Scepticism, Anti-EU*

Introduction

Les leaders européens ont toujours cherché à unir toute l'Europe continentale sous un lien fédéral. C'est ainsi que les années post-guerre sont marquées par une recherche instantanée de l'équilibre des forces au sein de l'Europe dans le seul but d'échapper à une tentative d'une troisième guerre mondiale. Les leaders britanniques étaient les instigateurs de cette idée. En effet, le leader de l'opposition d'alors, Winston Churchill, s'est toujours battu pour rendre pratique cette idée d'unicité de l'Europe. Malgré tout son engagement à cette idée, le leader conservateur ne voulait pas que le Royaume-Uni soit intégralement membre de cette organisation supranationale. Pour lui, son Commonwealth et son empire suffisaient largement pour les échanges extérieurs entre son pays et le monde. Le Royaume-Uni a toujours véhiculé des idées de souverainisme et d'une méfiance totale par rapport à toute union au sein de l'Europe. On peut avancer l'idée selon laquelle le Brexit est une illustration parfaite de cette attitude du leader britannique. C'est l'idée qu'Orphélie Siméon a véhiculé en soutenant qu'*« Au Royaume-Uni, l'euroscpticisme est à la fois le fruit d'évolutions récentes et de traditions politiques plus anciennes, remontant au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Dès l'amorce du processus de construction européenne, le pays avait tenu à garder ses distances. »* (Siméon 2016 :1). Vivien Pertusot renchérit en soutenant que *« Cette relation est le fruit d'une incompréhension entretenue, désormais bien ancrée et jamais réellement combattue au Royaume-Uni. »* (Diouf 2022 : 55 In Pertusot, 2016 :135).

Au début des années 1990, certains chercheurs sur les études européennes ont commencé à théoriser certaines de ces oppositions. La littérature scientifique a pu élaborer d'importantes études sur la conceptualisation des attitudes et comportements des pays membres et d'autres candidats à l'intégration européenne. Ces auteurs ont trouvé le terme euroscpticisme et tous ses dérivés très adéquats pour qualifier ces attitudes sceptiques ou bien en phase de ce processus d'intégration européenne. Cette conceptualisation a été utilisée à tort et à travers pour caricaturer les attitudes récentes de ces pays par rapport à l'Union Européenne. Il est devenu un concept fourre-tout dans les études européennes. Ce projet européen a connu tout au long de son évolution, des oppositions diverses et variées. Ces comportements radicaux ou modérés ont été multiples et variées. Cette diversité dans la théorisation

et la conceptualisation sur ces oppositions intra-européennes était un sentier prisé par les chercheurs sur les études européennes.

L'euroscpticisme est devenu un concept attrape-tout. Les premières études classiques ont été élaborées par Paul Taggart (1998). Dans son premier article intitulé « A touchstone of dissent : Euroscpticism in contemporary Western European party systemik » *European Journal of Political Research* 33 : 363–388 concernant ces attitudes par rapport à l'organisation supranationale européenne, il conceptualise cette opposition comme « *contingent or qualified opposition, as well as incorporating outright and unqualified opposition to the process of European integration* » (Azarkievic, J.S. (2017 : 1).

Au fur et à mesure que les études européennes s'appesantissent sur les différentes attitudes des pays candidats à l'intégration européenne et ceux membres de cette organisation supranationale européenne, l'organisation continuait sur vers une union politique. Cette nouvelle trajectoire n'était pas du gout de beaucoup de pays qui ont un fort ancrage dans leur souveraineté nationale comme le Royaume-Uni.

La rapide évolution du développement politique de l'UE a accéléré les oppositions au projet. Ces évolutions politiques qui coïncident avec la ratification du traité de Maastricht ont failli déstabiliser le *statu quo* européen en multipliant les critiques et oppositions vis-à-vis de cette organisation supranationale européenne. Ces attitudes vis-à-vis de l'UE ont pris une trajectoire nationaliste dans une facette souverainiste. (Harmsen & Spiering 2004 : 17)

Au fil des années du développement du projet européen, beaucoup d'évolutions communautaires ont été mises à l'épreuve. Dans une approche analytique, systématique et historique, des théoriciens comme Taggart 1998, Petr Kopecky' and Cas Mudde 2002, Christ Flood and Simon Usherwood 2005, Petr Kaniok 2009, Szczerbiak and Taggart 2001a, 2001b, ont élaboré des théories pour classer le terme dans son domaine. En définitive, selon certains leaders politiques, ces évolutions communautaires pourraient porter atteinte à l'ossature des directives nationales dues au fait du supranationalisme de cette organisation européenne. Par cette attitude communautaire, les directives nationales resteraient de second ordre à cause de la primauté des directives européennes. Les chercheurs qui nous ont précédés, ont beaucoup apporté de par leurs conceptualisations dans le domaine de la recherche scientifique. De par eux, les études européennes commencent à émerger par une ruée conceptuelle de l'euroscpticisme.

Dans une analyse cohérente, notre article s'articule autour de deux axes. La première est essentiellement consacrée à l'étude contemporaine du concept d'eurosepticisme d'Aleks Szczerbiak et Paul Taggart... Pour se faire, nous nous appuyons sur les anciennes productions scientifiques et plus particulièrement sur les écrits récents du concept. Notre deuxième axe sera orienté uniquement sur notre nouvelle façon de catégoriser l'eurosepticisme. Etant donné que nous avons constaté des imprécisions dans la plupart des études théoriques et conceptuelles antérieures, notre étude se donnera la tâche de bien reconfigurer le concept afin d'avoir une meilleure approche théorique. Cette deuxième partie sera subdivisée en trois sous parties. La première traitera du concept de *l'UE-Partisan*, la deuxième va se focaliser sur *l'UE-Scepticisme* et la troisième sous-partie va finir par celle des *Anti-UE*. C'est ainsi que cet article est une réponse à une imprécision conceptuelle des différentes attitudes des pays membres de l'Union européenne et de ceux qui sont candidats à l'intégration européenne.

1. L'eurosepticisme comme une idéologie

Le terme « *euro* » fait référence à l'Europe. Le nominal *scepticisme* dont l'adjectif est sceptique est tiré du grec *skeptikos* qui signifie examiner et observer. Le suffixe *ism* sert à former ici une idéologie. Si nous faisons la collaboration d'*euro-sceptic-ism*, nous trouvons que l'eurosepticisme est un doute par rapport à la durabilité ou bien de la condition d'existence et des avantages de la création de l'UE. Dans notre première approche théorique, nous supposons que l'eurosepticisme est un concept utilisé pour catégoriser les critiques et oppositions de différents ordres vis-à-vis de l'UE comme une organisation politique pour certains pays ou économiques pour d'autres. Donc, c'est un concept utilisé par certains auteurs des études européennes pour qualifier les doutes des citoyens ou partis politiques des pays européens qui nourrissent un doute quant à l'efficacité et de la légitimité du processus d'intégration européenne et de toutes ses institutions.

La plupart des concepts se terminant par *ism* sont considérés comme des idéologies. Si nous nous appuyons sur cette pensée, le concept eurosepticisme pourrait être aussi considéré comme une idéologie à l'égard de tous les autres termes. Donc, nous pouvons dire que l'eurosepticisme est semblable à une idéologie dans la mesure où beaucoup de chercheurs l'ont utilisé plusieurs fois dans leurs études sur

les attitudes des pays européens membres ou candidats à l'UE. Malgré tout cet *ism* a été tourné à dérision. Il est devenu un suffixe fourre-tout.

Beaucoup de terminologies sont utilisées pour qualifier les attitudes des pays membres ou candidats l'intégration européenne et à l'UE. L'eurosepticisme est un concept relativement nouveau. Le concept « *eurosepticisme* » est issu du monde journalistique britannique. Cette presse anglaise a utilisé ce concept pour la première fois. En effet, ce terme est apparu dans un passage du journal *The Times* pour sa première utilisation en 1986 pour qualifier les personnes qui n'étaient pas enthousiastes par rapport au développement des pouvoirs de l'intégration européenne. (Harmsen & Spiering 2004 : 15). Antérieur à cette année, dès 1985, ce concept était utilisé en inter-échange avec celui de '*anti-marketeer*' c'est-à-dire ceux qui étaient contre le marché commun. (Harmsen & Spiering 2004 : 16).

À la suite de l'article de Paul Taggart de 1998, nous notons une éclosion théorique du concept. Beaucoup de chercheurs et commentateurs se sont rués vers les études européennes pour pouvoir à leur tour, adopter une nouvelle manière de concevoir et de théoriser ces oppositions intra-européennes. D'Aleks Szczerbiak and Taggart, (2008) Vol. 1, Szczerbiak and Taggart, (2008) Vol. 2, Kopecky' and Mudde (2002), Flood (2002), jusqu'à récemment Sofia Vasilopoulou (2010, 2011), tous ont contribué d'une façon remarquable dans l'étude de ce terme. À la suite de ces différentes théorisations et conceptualisations, nous avons noté qu'il n'y a pas une unanimité sur le statut définitionnel de l'eurosepticisme. En d'autres termes, l'eurosepticisme n'a pas une définition unifiée. Christ Flood définit laborieusement l'eurosepticisme comme ainsi:

[...]attitudes and opinions represented in discourses and behaviours (ranging from participation in organized political action to voting in elections or referenda and responding to public opinion polls) which express doubt as to the desirability and/or benefits and/or long-term viability of European or/and EU integration as an objective or in the general framework created so far or in some important aspects of that framework of institutions, processes and policies and/or as it is anticipated to occur in the future. (Diouf 2022 : 49 in Flood, 2002 : 3).

Il ressort de cette conceptualisation de Flood et de celles précédentes que le concept reste difficile à être bien circonscrit en une seule et unique définition car son étude transcende beaucoup de sciences.

Son étude doit d'abord être interdisciplinaire. Beaucoup de théories d'études méthodologiques dans les domaines des sciences politiques, des sciences sociales et humaines doivent être interrogées. La conceptualisation de l'euroscpticisme manque de clarté. Nous pouvons supposer que leurs théories n'ont pas pu saisir certaines caractéristiques de cette Union Européenne comme la géographie car ces auteurs n'ont pas utilisé des méthodologies interdisciplinaires. Malgré tout cela, ces conceptualisations ont quelques limites même si elles ont certaines caractéristiques d'une opposition claire et nette au projet européen. Nous soutenons que nos prédécesseurs ont apporté une contribution particulière dans la recherche scientifique car ils sont les instigateurs des études de l'euroscpticisme. Cependant, nous allons nous appuyer sur leurs théories pour proposer une nouvelle théorisation opérationnelle qui fera la quintessence des nombreuses études futures.

Au Royaume-Uni, le UKIP est un parti marqué par un désir originel de faire sortir ce pays de l'UE. Leur théorie '*euroreject*' est pertinente pour théoriser l'objectif du parti. En outre, celle de Sofia Vasilopoulou (2010) (*Rejectionist*) est une parfaite illustration de l'attitude du parti. C'est pour dire que cette conceptualisation peut être dans une certaine mesure acceptable contrairement à celle de '*euroscpticisme*'. Néanmoins il manque une parfaite séparation conceptuelle car elle rassemble tous les pays européens alors que tous les pays ne font partie de l'UE.

De nombreux chercheurs ont voulu catégoriser toute opposition à l'intégration européenne comme une opposition à l'Europe. Cela nous semble un peu ambigu si nous nous focalisons sur la géographie de l'Europe et les pays qui composent l'intégration européenne. L'UE n'était composée que de six (6) États au début de sa création (France, République fédérale d'Allemagne, Italie et les trois pays du Benelux) (Adam, 2020 : 9) où on ne parlait que d'une Communauté Économique Européenne (CEE) avant de s'agrandir dans les années récentes jusqu'à 27 pays membres où on parle maintenant que d'une union européenne. L'Europe compte plus de 27 pays.

Si nous nous basons sur cette géographie, le vocable euroscpticisme et toutes ses dérivées nous semblent injustifiés car, pour nous, s'opposer à l'intégration européenne ne peut pas signifier s'opposer à l'Europe car l'UE est une entité au sein de cette Europe. Les différents chercheurs ne se sont pas limités à développer leurs conceptualisations

sur l'UE en voulant s'adresser à toute l'Europe alors que toute l'Europe n'adhère pas à cette idée supranationale intégrationniste européenne.

Les concepts comme '*Revisionist*', '*Minimalist*', '*Gradualist*', '*Reformist*', '*Maximalist*' (Flood, 2002, 5), employés par Chris Flood ne parviennent pas à expliquer ou à faire ressortir d'une façon claire les différentes facettes d'oppositions au projet européen. Ces termes restent ambigus quand il s'agit de traiter les nombreuses facettes d'oppositions à l'encontre de l'UE.

Plus récemment, Sofia Vasiloupoulou catégorise les différents types d'oppositions comme suivantes : « *the 'rejectionist', the 'conditional' and the 'compromising' patterns.* » (Vasiloupoulou, 2010, 244). Nous notons tout d'abord que les termes comme '*Conditional pattern*' '*Compromising pattern*' employés par Sofia Vasiloupoulou manquent de précision concernant les oppositions modérées et celles totales c'est-à-dire le rejet total de l'UE. Ces concepts ne parviennent pas à bien matérialiser de telles catégories d'oppositions. En fin de compte, nous nous sommes décidés de faire une reconceptualisation des différentes attitudes et oppositions au projet européen.

2. Nouvelle conceptualisation de l'euroscpticisme

Beaucoup d'auteurs ont pu conceptualiser le terme euroscpticisme. Notre volonté de revoir leur théorisation ne veut pas dire qu'elles sont fausses mais c'est une façon de vouloir rendre plus claire les concepts. Malgré leur apport considérable à la recherche, nous trouvons nécessaire de le reconceptualiser les différentes oppositions au projet européen. L'expression de l'euroscpticisme est également mesurée par rapport à la défiance que les élites européennes ont vis-à-vis de l'UE. Pour certains auteurs, l'euroscpticisme est le doute que nourrissent les citoyens européens. Ils considèrent ce scepticisme comme un doute et un sentiment anti-européen. Contrairement à certaines idéologies véhiculées par ces collègues chercheurs dans leurs conceptualisations, ces termes n'arrivent pas à bien cerner le terme. Après des moments d'observations, nous avons jugé nécessaire d'apporter notre étude conceptuelle dans ce domaine des études européennes.

Ces conceptualisations seront effectuées en trois phases. En d'autres termes, nous distinguons trois catégories d'oppositions au projet européen. Les trois définitions peuvent être rassemblées sous les

appellations suivantes : *UE-Partisan*, *UE-Scepticisme*, *Anti-UE*. Pourquoi cette conceptualisation ? Nous trouvons qu'au constat que nous avons pu faire, le terme reste toujours sans consensus sur son statut et comment faire pour qu'il puisse avoir une définition consensuelle.

Nous pouvons supposer que cette situation est due au fait que le concept d'euro-scepticisme est né dans un domaine où il n'avait pas été pris en compte car les études européennes n'avaient pas un impact dans le domaine universitaire. Cela est aussi dû au fait qu'il n'a pas très tôt intégré la littérature scientifique. Il n'était apparu que dans le milieu journalistique. Par exemple, au début des années 1980, il se trouvait tout simplement dans la presse. On peut supposer que c'est à cause de sa récente apparition dans le langage politique que les chercheurs n'ont pas pu avoir une définition unanime. Chacun étudie d'une façon conceptuelle à sa guise. Il n'y avait aucune école méthodologique pour montrer la manière dont devrait être étudié l'euro-scepticisme.

2.1. Les partisans à l'union européenne (ue-partisan)

Le premier concept que nous utiliserons sur notre étude théorique est celui d'*UE - Partisan*. Il dénote d'abord toute caractéristique d'attitude qui est en phase avec toute l'idée d'une union ou bien d'une coopération sans tenir compte de la forme. En d'autres termes, cette catégorie ne s'oppose ni au processus et ni à l'intégration européenne. En effet, elle épouse l'idée totale d'une Union Européenne et avec le processus d'intégration. Cette attitude est aussi en parfaite harmonie avec le principe et l'évolution de l'intégration européenne.

En fait, cette catégorie est en parfaite symbiose avec les politiques communautaires dans leur globalité. L'idée politique, économique et le processus d'intégration européenne poursuivie par l'UE ne trouvent pas d'oppositions au sein de cette catégorie. Les politiques communautaires par l'UE jusqu'ici sont épousées par les *UE-Partisan*. Par conséquent, tous leurs membres de ces partis politiques se retrouvant sous cette catégorie soutiennent l'UE dans sa globalité et dans toutes ses directives. En particulier, au Royaume-Uni, les Libéraux démocrates illustrent parfaitement cette facette d'opposition au projet européen. Ils ne se sont jamais opposés au projet européen depuis très longtemps.

Cette attitude par rapport au processus et à celle de l'intégration peut être retrouvée au sein du parti libéral britannique. Le leader du Lib-Dem d'alors Nick Clegg, s'appuyant sur cette attitude partisane par

rapport à l'UE déclara dans le manifeste du parti de 2017 : « *Liberal Democrats are open and outward-looking. We passionately believe that Britain's relationship with its neighbours is stronger as part of the European Union. Whatever its imperfections, the EU remains the best framework for working effectively and co-operating in the pursuit of our shared aims. It has led directly to greater prosperity, increased trade, investment and jobs, better security and a greener environment. Britain is better off in the EU. Liberal Democrats campaigned for the UK to remain in the EU.* » (Liberal Democrat Manifesto, May, 2017 : 9)

Cette conceptualisation nous semble plus claire. En définitive, les *UE-Partisan* sont en phase avec l'idée d'une unité de l'Europe sous n'importe quel lien. En définitive, ils ne veulent pas que l'UE soit démantelée, ils veulent qu'elle subsiste. Ces partis sont en phase avec le processus et l'idée d'intégration européenne mais sont en parfaite harmonie avec le principe et l'évolution de l'intégration européenne.

S'il est vrai que le concept *UE-Partisan* est plus adéquat pour toutes les attitudes qui sont en phase du processus d'intégration et à l'intégration européenne sous toutes les formes, il n'en demeure pas moins qu'il est un autre groupe qui nourrit un doute ou un scepticisme notoire par rapport à ce projet de certains pays de l'Europe occidentale.

2.2. Les sceptiques par rapport à l'union européenne (ue-scepticisme)

Le deuxième groupe de conceptualisation de l'euroscepticisme s'appelle *UE-scepticisme*. Ce dernier est en phase avec le processus et l'idée d'une Union Européenne. Cette entité *UE-Scepticisme* est favorable à la politique poursuivie par l'UE jusqu'ici. Néanmoins cette catégorie a une très grande réticence par rapport au principe, à l'évolution de l'intégration européenne et à certaines évolutions politiques communautaires. Ces sceptiques doutent de certaines politiques européennes comme l'union politique. C'est une facette d'opposition qui nourrit des réticences à l'idée d'une union politique européenne qui va détourner l'intégration de sa vision première qui était économique. Cette attitude s'offusque contre un accroissement accru des pouvoirs des institutions communautaires par rapport à celles nationales. C'est une opposition qui veut que l'UE retourne dans sa situation originelle. En d'autres termes, elle veut une refonte de l'institution européenne en la rendant plus proche de ses citoyens. Elle prône une souveraineté nationale des États membres. En effet, le seul souci de cette catégorie est une réforme de l'UE pour qu'elle réponde aux besoins nationaux de ses États membres. Elle veut un retour

à une union européenne qui ne se base que sur le volet économique et non sur celui politique.

Cette attitude d'opposition reste réticente par rapport à l'évolution des directives européennes tout en adhérant à l'idée d'une union européenne. Elle n'a pas de position stable. Il peut manifester une position de partisan à l'UE comme une autre attitude sceptique envers l'évolution des politiques communautaires et les principes de l'UE. Ces deux positions ne veulent pas dire que cette catégorie d'opposition est contre l'UE. *L'UE-Scepticisme* peut critiquer certaines des politiques communautaires mais elle n'est pas en phase d'un démantèlement intégral de l'UE. Ce qu'elle demande est une réforme approfondie de l'UE. En fin de compte, c'est le scepticisme qui est la marque unanime et principale de cette attitude. Cette opposition n'est pas synonyme de rejet total de l'ossature l'UE.

En particulier, le Parti conservateur est passé d'un parti *Anti-UE* durant les premières années de la gestation du processus d'intégration européenne à un parti *EU-scepticisque*. Cet *UE-Scepticisme* est né depuis les différentes dissensions internes du parti au moment de la ratification du traité de Maastricht. En plus de ce parti, nous avons son rival éternel qu'est le Parti travailliste. Ce dernier est passé d'un parti *Anti-UE* à un parti *UE-Sceptique*. Cet euroscepticisme a caractérisé le parti depuis l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'UE. Il a quelques caractéristiques d'un *UE-Scepticisme* car il naviguait entre l'adhésion à l'idée d'un *UE-Partisan* à un *UE-Scepticisme*. Cette catégorie d'opposition est l'attitude des droites radicales et extrême-droites.

Nous pouvons supposer que c'est le scepticisme qui a fait que l'UE a pu réajuster ses politiques communautaires pour qu'elles puissent être en phase avec les intérêts nationaux de presque la plupart des pays membres. Néanmoins, il reste toujours du terrain à achever du fait des griefs que les citoyens ont toujours eu contre ces politiques communautaires de l'UE.

Au Royaume-Uni, la classe politique était dans une position instable. Cette entité sceptique par rapport à l'UE a déstabilisé la scène politique britannique. Pour Agnès Alexandre-Collier, l'euroscepticisme britannique au sein du parti est dû à une mauvaise gestion du parti conservateur dans les années 1990 (Alexandre-Collier, in Tournier-Sol and Gifford, 2015 : 99).

Les *UE-Sceptiques* ne sont pas en parfaite conformité avec l'idée d'une union européenne mais sont en phase avec la trajectoire poursuivie

par l'UE même si ces pays membres arrivent à un moment où ils montrent leur désaccord avec certaines évolutions communautaires. En revanche, ces pays membres restent réticents par rapport aux politiques européennes actuelles. Pour ces sceptiques, au regard de l'évolution de l'UE, cette organisation supranationale européenne court à sa perte selon la lancée politique qu'elle a empruntée.

En définitive, la position *UE-Partisan* et celle *UE-Scepticisme* étant liées par un cordon ombilical qui peut à tout moment se rompre. La position *Anti-UE* est une attitude à bien étudier pour faire ressortir les manquements par rapport aux conceptualisations précédentes des attitudes des citoyens ou leaders des partis politiques qui sont contre l'idée d'une Union européenne. Ces partis politiques populistes sont en faveur avec le processus et l'idée d'une Union Européenne mais ils restent réticents par rapport au principe, à l'évolution de l'intégration européenne et à certaines évolutions politiques communautaires.

2.3. L'anti-union européenne (anti-ue)

Cette attitude mérite une étude minutieuse car l'organisation supranationale européenne est secouée par beaucoup de critiques de différents ordres. Tout compte fait, elle est en phase pour une réforme des politiques économiques communautaires européennes avec un peu plus de souverainisme. C'est une opposition qui est pour un démantèlement total de l'UE. Les partis politiques ou leurs citoyens ne veulent plus entendre parler d'une Union Européens mais ils veulent voir la fin de cette organisation supranationale qui ne fait que porter atteinte à leurs institutions nationales. Ainsi, sur cette grille, on peut y rassembler beaucoup de partis d'extrême droite.

Contrairement à l'*UE-Partisan*, et à l'*UE-Scepticisme*, cette dernière catégorie est totalement en désaccord avec toute union politique. En d'autres termes, elle est contre l'idée d'une union européenne. En effet, plus clairement, elle ne cautionne ni l'idée de l'UE ni le processus et l'intégration européenne dans sa globalité. La position *Anti-UE* constituent une parfaite opposition par rapport à l'UE. En plus, elle est contre toute création d'institutions supranationales européennes qui viendront causer des dommages à celles nationales. Ces attitudes *Anti-UE* l'Union Européenne comme contraire à la souveraineté nationale des États membres. Pour eux, chaque pays doit garder sa souveraineté nationale car se lier avec un tiers-État, limiterait sa souveraineté étatique. Ces pays membres seront contraints d'appliquer

les directives édictées par Bruxelles. De ce fait, ces États vont perdre leur souveraineté. Les partis politiques et leurs membres qui sont dans cette attitude veulent une nullité de l'UE c'est-à-dire le démantèlement de toute cette ossature communautaire.

Pour les partis politiques appartenant à cette opposition, l'UE contraint les États membres à être dépendants. Par conséquent, ces partis politiques ont leur destin et celui de leur pays dans les directives communautaires car ces dernières restent prioritaires par rapport à celles nationales. Toutes les politiques et lois qui proviennent de cette organisation supranationale européenne sont supérieures à celles nationales. Cautionner l'idée d'une telle union européenne reviendrait à cautionner la perte de la souveraineté nationale de tous les États qui font partie de cette UE. Par conséquent, l'idée d'une telle union européenne ne les intéresse pas et ne peut être acceptée par ces partis politiques.

La tenue des référendums successifs et répétitifs depuis les années 1970 jusqu'aux années 1990 a favorisé l'émergence des nouveaux partis politiques au sein de l'arène politique européenne. Les partis politiques qui ont ces différentes oppositions sont ceux à sens unique. Ces nouveaux partis sont *Anti-UE* (Göran von Sydow, 2013 : 168). En particulier, l'UKIP au Royaume-Uni, le mouvement cinq étoiles en Italie illustrent parmi tant d'autres partis politiques cette catégorie d'opposition au projet européen.

Ces partis politiques ne veulent pas voir leur pays s'adosser à cette vision unioniste de l'Europe qui est à leurs yeux contraignante. Elle les prive de leur liberté de décision dans leurs politiques nationales. Le parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UK Independence Party) est une parfaite illustration de cette attitude *Anti-Union Européenne*. En particulier, le manifeste de 2015 du UKIP stipule que: "*A British exit from the EU, 'Brexit,' is the only choice open to us, if we are to make our own laws and control our own destiny. Unless we leave, our democracy, our law-making powers and our sovereignty will continue to be salamisliced away by the EU. Genuine reform is impossible: successive EU Presidents, senior officials and European Prime Ministers have confirmed there is no hope of Britain negotiating any opt-outs, or special treatment.*" (UKIP 2015, Manifesto : 70)

En fin de compte, nous pouvons supposer que cette tranche d'opposition extrême au projet de l'Europe occidentale est l'apanage des partis radicaux de droite ou d'extrême droite radicale et de la gauche radicale. Cela veut dire que ces partis n'ont pas de position fixe car ils peuvent se retrouver à un moment ou à un autre à différents niveaux de

l'échiquier politique national. Ces partis sont caractérisés par leur politique unique et unanime qui n'est rien d'autre que le rejet du projet européen. Ils veulent que le pays ne cautionne ni l'idée d'une union européenne ni le processus et l'intégration européenne. Les partis politiques qui véhiculent cette idée restent divers et variés dans l'espace européen d'aujourd'hui. En effet, les partis politiques les plus manifestes sont ceux à sens unique. En d'autres termes, ce sont pour la majeure partie des *single-issue parties*. Leur sens unique est une volonté pour que leur pays sorte de cette organisation supranationale européenne. Ces partis radicaux rejettent le processus, l'idée d'une Union Européenne, l'idée d'une intégration européenne et toutes ces évolutions politiques communautaires.

Tableau 1 : Les types d'eurosepticisme

| | | |
|------------------------------|---|--|
| | | |
| <i>UE-Partisan</i> | ❖ En phase avec le processus et l'idée d'intégration européenne | ❖ En parfaite harmonie avec le principe et l'évolution de l'intégration européenne. |
| <i>UE-Scepticisme</i> | ❖ Sont en faveur avec le processus et l'idée d'une Union Européenne | ❖ Réticents par rapport au principe, à l'évolution de l'intégration européenne et à certaines évolutions politiques communautaires |
| <i>Anti-UE</i> | ❖ Rejetent le processus d'intégration européenne | ❖ Rejetent le principe de l'idée d'une intégration européenne et à toutes les évolutions politiques communautaires |

Conclusion

En définitive, l'euroscpticisme est l'un des mots les plus utilisés durant ces quarante dernières années dans les études des attitudes des pays candidats et ceux membres de l'Union Européenne. La littérature y a contribué avec d'importantes études conceptuelles. Dans notre analyse, nous avons essayé d'abord de faire une étude des approches de Taggart et Aleks pour ressortir notre nouvelle conceptualisation des attitudes par rapport à l'UE.

La multiplication des conceptualisations est de plus en plus en vogue à un moment où d'autres pays comme l'Ukraine veulent faire partie de l'UE. Ces manifestations modérées et parfois très radicales ont eu des théorisations différentes. Après l'apparition du concept de l'euroscpticisme dans la presse britannique, on a noté une ruée des chercheurs vers les études européennes. Chacun d'entre eux a commencé à une théorisation de ce terme selon sa volonté. Leur apport dans la recherche ne peut pas être nié. Cependant, dans leurs conceptualisations des différentes attitudes par rapport à l'UE, il manque une certaine clarté comme nous avons essayé de le démontrer dans notre développement. En nous appuyant sur leurs études, nous avons trouvé nécessaire de passer à une nouvelle conceptualisation du terme pour ressortir les différentes attitudes des pays européens par rapport au projet intégrationniste de l'Union Européenne.

Dans notre argumentaire, nous avons démontré que l'UE est attaquée par beaucoup de pays membres et candidats à l'intégration. Cette intégration européenne est rejetée de différentes façons. D'une manière générale, beaucoup de pays sont contre certaines politiques institutionnalistes de cette UE car contraire à leur culture politique nationale comme celle des États-nations. Cette opposition est étudiée sur le volet politique c'est-à-dire l'attitude des partis politiques par rapport à cette organisation supranationale européenne. Beaucoup de facteurs favorisent la prolifération de ces attitudes par rapport au projet européen. C'est l'effet des politiques communautaires.

Trouvant ces conceptualisations peu convaincantes, nous avons jugé nécessaire de faire une reconceptualisation de l'euroscpticisme. Ces concepts sont nommés comme *UE-Partisan*, *UE-Scepticisme*, *Anti-UE*. Nous avons jugé utile de rassembler ces trois concepts pour faire ressortir les différentes attitudes par rapport à l'Union Européenne. *L'EU-Partisan* qualifie les partis politiques ou les citoyens qui sont en

phase avec le processus et l'idée d'intégration européenne. Cette catégorie est en parfaite harmonie avec le principe et l'évolution de l'intégration européenne. *L'UE-Scepticisme* connote les citoyens et les partis politiques qui sont en phase avec certaine l'idée d'intégration européenne tout en étant réticent sur tout ce qui est union politique. Enfin, la position *Anti-UE* rejette le processus d'intégration européenne dans sa globalité, l'idée d'une intégration européenne et à toutes les évolutions.

Bibliographie

- Diouf, Bouré** (2022). Souveraineté nationale et euroscepticisme britannique : l'évolution dans le débat politique européen, In *Plurilinguisme, Les sciences sociales et les humanités africaines : introspections*, AGBEFLE, Koffi Ganyo, TRAMBLAY Christian, l'Observatoire européen du plurilinguisme (OEP) et les Editions Francophones Universitaires d'Afrique (EFUA), Volume 2022, No 8, ISBN : 978-2-492327-08-7, <https://edition-efua.acaref.net/wp-content/uploads/sites/6/2022/11/Boure-DIOUF.pdf>
- Flood, Chris** (2002). Euroscepticism: a Problematic Concept (illustrated with particular reference to France) Panel: France's Relations with the European Union UACES 32nd Annual Conference and 7th Research Conference Queen's University Belfast, 2-4 September 2002
- Harmsen, R., & Spiering, M.** (2004). *Euroscepticism: Party politics, national identity and European integration*. Amsterdam : Rodopi.
- Siméon, Ophélie ;** (2016). Brexit et euroscepticisme, *la vie des idées*
- Tournier-Sol, Karine ; Gifford, Chris,** (2015). *The UK Challenge to Europeanization: The Persistence of British Euroscepticism*, Palgrave Macmillan.
- Paul, Taggart,** (1998). A touchstone of dissent: Euroscepticism in contemporary Western Europe party systems, *European Journal of Political Research*, 1998, Vol 33, Volume33, Issue3, April 1998, Pages 363-388.
- Taggart, Paul and Szczerbiak, Aleks** (2008). *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Vol. 2, Oxford University Press, Oxford.
- Szczerbiak, A. Taggart, P.** (2008). *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Vol. 1, Oxford University Press, Oxford.
- Szczerbiak, A. and Taggart, P.** (2002). The Party Politics of Euroscepticism in EU Member and Candidate States, *Crossing Europe: Patterns of Contemporary Party-Based Euroscepticism in EU Member*

States and the Candidate States of Central and Eastern Europe, *Paper prepared for presentation at the European Consortium for Political Research Joint Workshops*, Turin, March 21-27, 2002,

https://www.researchgate.net/profile/Aleks-Szczerbiak/publication/237536121_The_Party_Politics_of_Euroscepticism_in_EU_Member_and_Candidate_States/links/5534fb440cf2df9ea6a4122f/The-Party-Politics-of-Euroscepticism-in-EU-Member-and-Candidate-States.pdf

Kopeccky, P. and C. Mudde (2002). The Two Sides of Euroscepticism: Party Positions on European Integration in East Central Europe. *European Union Politics*, Vol. 3, No. 3, 297-326, https://www.researchgate.net/publication/249733511_The_Two_Sides_of_EuroscepticismParty_Positions_on_European_Integration_in_East_Central_Europe/link/549b0a8d0cf2b80371371884/download

Vasilopoulou, Sofia, (2010). Euroscepticism and the Radical Right: domestic strategies and party system dynamics, Microsoft Word - PlainThesisCopy Corrections.doc (lse.ac.uk)